

4^e

CONGRÈS

des études sur le Moyen-Orient
et les mondes musulmans

28 juin - 2 juillet 2021



Atelier 57

Repenser les formes de solidarités religieuses et non-religieuses au Moyen-Orient et en Méditerranée en temps de crise

Cet atelier propose d'étudier comment des mécanismes de solidarité se mettent en place, opèrent, et transforment les identités contemporaines au Moyen-Orient et en Méditerranée dans des situations de crise. Plus particulièrement, il analyse le rôle et l'évolution des solidarités musulmanes dans la construction contemporaine des formes de civilité et de citoyenneté.

La multiplication de crises politiques, socio-économiques et environnementales a généré une augmentation du nombre de migrants et de réfugiés dans les pays du pourtour Méditerranéen. Dans ce contexte, les politiques étatiques sont souvent avérées incapables de gérer complètement et/ou effectivement ces mouvements de population et leurs conséquences, même dans les pays les plus développés. De fait, les acteurs de la société civile, des organisations humanitaires aux organisations religieuses, deviennent des intervenants réguliers et souvent incontournables sur le sujet.

Ces flux de population et les risques qui y sont associés sont souvent étudiés d'un point de vue sécuritaire, mais la nature de la réponse qui est construite d'un point de vue sociétal est beaucoup moins recherchée. Par-delà les réponses immédiates apportées par des acteurs étatiques et privés, comment les interactions créées par ces mouvements de personnes transforment-elles les organisations humanitaires et religieuses qui suppléent les politiques étatiques ? À quel point ces échanges, influencés par le débat public et l'action gouvernementale, produisent de nouvelles formes de civilité et de citoyenneté qui s'appliquent tant aux populations en mouvement qu'à ceux qu'ils rencontrent ?

Responsable : Frédéric Volpi (Université d'Édinbourg, département des études islamiques et du Moyen-Orient)

Discutant : Thomas Pierret (Aix Marseille Université, CNRS, IREMAM)

Programme de l'atelier

Pauline Brücker (Sciences Po Paris, CERI)

Des solidarités malmenées : la difficile émergence d'une cause des migrants dans le contexte autoritaire égyptien

Cette communication interroge la place faite en Égypte à la solidarité avec les migrants étrangers. Historiquement non considérée comme un problème public dans le pays, la question migratoire ne génère jusqu'aux années 2000 voire 2010 que peu de mouvements de solidarité à l'égard des migrants principalement réfugiés. Or, à partir du milieu des années 2000 et dans un contexte de sécurisation internationalisée des migrations, la répression croissante opérée par l'État égyptien contre les migrants alimente une restructuration de ces solidarités. On assiste à la naissance de nouveaux acteurs issus de la société égyptienne. Cette dernière tendance semble notamment alimentée par une transnationalisation des formes de lutte importées depuis l'Europe d'une part, et d'autre part par un rapprochement des

expériences sociales et politiques entre égyptiens et migrants face au déploiement de la violence de l'État. Ces évolutions esquissent les contours d'un « espace de la cause » des migrants, jusque-là absent du paysage politique égyptien. Toutefois, la dureté du mouvement contre-révolutionnaire qui s'opère à partir de 2014 conduit à une atrophie des actions de solidarités menées par ces acteurs et interroge la place qu'elles peuvent prendre dans un contexte autoritaire renouvelé.

Lucas Faure (Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, MESOPHOLIS/AMU)

Solidarités humanitaires musulmanes en Méditerranée – vers un continuum entre les deux rives ?

Cette communication ambitionne de questionner les solidarités entre les deux rives de la Méditerranée à travers le prisme des organisations humanitaires islamiques françaises. Les ONG islamiques participent d'un renouvellement des formes de mobilisations à référent musulman en France. Les thématiques internationales cohabitent avec la promotion grandissante d'une solidarité de proximité. Il s'agira alors de penser à frais nouveaux les ressorts de la « bienfaisance » musulmane dans le bassin méditerranéen qu'elle soit intra ou extra communautaire à travers deux modalités d'interventions : tout d'abord les actions menées en réponses à des problématiques structurelles (en l'occurrence la question du handicap et le cas de l'autisme) ; puis dans un second temps les solidarités conjoncturelles déployées à l'occasion de la survenance de crises (qu'il s'agisse de catastrophes naturelles ou de conflits). L'objectif sera de questionner la dimension transnationale des organisations humanitaires islamiques françaises, selon deux axes : tout d'abord via la pénétration des thématiques internationales comme éléments structurant du champ en France, et réciproquement via la projection de ces organisations à l'échelle méditerranéenne.

Laura Ruiz de Elvira Carrascal (Institut de recherche pour le développement, CEPED)

Sahar Aurore Saeidnia (Université libre de Bruxelles, REPI/OMAM)

La dimension transnationale des pratiques du bien dans le domaine de la santé. Regards croisés à partir du terrain iranien et syrien

Cette communication interroge comment le gouvernement de la santé est travaillé par des circulations transnationales d'acteurs, d'objets et de normes à partir d'une comparaison des pratiques du bien dans les secteurs de la santé syrien et iranien. Dans ces deux contextes la prise en charge du social repose en grande partie sur des acteurs du bien locaux et internationaux. Ainsi, les associations de bienfaisance syriennes qui s'étaient déjà développées au cours des années 2000 à la faveur d'un processus de « décharge » de l'État, se sont démultipliées dans la période révolutionnaire en raison des millions de déplacés et de réfugiés. Elles interviennent aujourd'hui aux côtés d'organisations internationales ou encore de réseaux diasporiques dans l'organisation du secteur de la santé. De même en Iran, où la prise en charge des « déshérités » se présente au fondement du contrat social du régime issu de la Révolution islamique de 1979, la bienfaisance est investie tant par des ONG locales et internationales, la diaspora ou encore les fondations parapubliques dans la prise en charge de la question sanitaire. Enfin, ces deux contextes se caractérisent – bien que dans des temporalités très différentes – par des régimes de sanctions internationales qui contraignent ces circulations.

Frédéric Volpi. (Université d'Édinbourg, département des études islamiques et du Moyen-Orient)

Camille Cassarini (Aix-Marseille Université/IRD, LMI/LPED)

Repenser les formes de solidarités et la démocratie : le cas du marché de l'assistance aux migrants en Tunisie

La Tunisie est un des points d'arrivée relativement stable de flux migratoires Sud-Sud, ainsi qu'un point de départ vers l'Europe. La question de l'accueil et de la prise en charge des populations subsahariennes irrégularisées s'impose depuis plusieurs années comme un enjeu central du monde humanitaire et associatif tunisien. Conséquence des financements en hausse dans le domaine des migrations, les initiatives de solidarités envers les migrants subsahariens se multiplient dans le tissu associatif local. Cette communication entend interroger les conditions d'émergence et de structuration d'un marché des

solidarités envers les migrants en Tunisie ainsi que sa fonction dans le contexte plus large d'une politique de gestion des migrations. Un premier axe explorera les structures du champ associatif tunisien engagé dans l'assistance aux migrants à partir des trajectoires des individus qui le composent. Un second axe explorera, à partir de l'analyse des différents outils et dispositifs d'assistance qu'ils mettent en place, la fonction que tient le marché associatif de l'assistance aux migrants dans la politique de gestion des migrations. L'articulation de ces deux axes permettra d'interroger la notion de solidarité dans le contexte Tunisien postrévolutionnaire et la fonction gestionnaire que tient le champ associatif dans la gouvernance des migrations en Tunisie.